

PAR COURRIEL

Québec, le 23 février 2022

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 3 février 2022, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

- « - Veuillez nous fournir le nombre de logement sociaux et logements abordables construits au Québec entre le 1^{er} janvier et 31 décembre 2021 (inclusivement)
- Veuillez nous fournir cette liste de logements construits pour chacune des régions administratives, incluant les données pour la Métropole et la Capitale-nationale ».

... 2

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés en pièce jointe. Toutefois, veuillez noter que les données concernant le programme HLM au 31 décembre 2021 ne sont pas disponibles pour le moment.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de
la protection des renseignements personnels,

(Original signé)

FADI GERMANI

N/Réf. : 2021-2022-46

RLRQ, chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

| | | | |
|-----------------|---|---|-----------------------|
| Québec | 525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9 | Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741 | Télec. : 418 529-3102 |
| Montréal | 500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7 | Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741 | Télec. : 514 844-6170 |

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Nombre de logements sociaux et abordables en date d'ajustement des intérêts (DAI) par région administrative*

| Région administrative | Nombre total de logements | Unités de Supplément au loyer |
|-----------------------|---------------------------|-------------------------------|
| AccèsLogis Québec | 1031 | 660 |
| Capitale-Nationale | 118 | 56 |
| Centre-du-Québec | 22 | 12 |
| Chaudière-Appalaches | 152 | 118 |
| Estrie | 61 | 48 |
| Laurentides | 38 | 19 |
| Laval | 141 | 70 |
| Mauricie | 8 | 6 |
| Montérégie | 105 | 74 |
| Montréal | 346 | 217 |
| Outaouais | 40 | 40 |
| AccèsLogis Montréal | 347 | 190 |
| Montréal | 347 | 190 |
| Total général | 1378 | 850 |

*Données en date du 31 décembre 2021